



## Ces intellectuels de gauche qui croient savoir tout sur la Chine...

Par [Nico Hirtt](#)

Mondialisation.ca, 27 mars 2008

[Michel Collon info](#) 27 mars 2008

Région : [Asie](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Droits humains et État policier](#)

A l'entrée de la Sorbonne où j'assistais mercredi à une fort intéressante conférence de Samir Amin, je me suis fait remettre un tract appelant au boycott des Jeux Olympiques de Pékin 2008. La chose ne m'aurait pas surpris outre mesure, dans le contexte actuel des évolutions politiques et idéologiques en France, si je n'avais découvert, parmi la liste des signataires, les noms d'amis, de personnes et d'organisations que j'apprécie pour leur sérieux et leur engagement de gauche. J'ai cru devoir réagir, pour leur dire combien ils se sont, selon moi, laisser abuser en signant cet appel.

Le gouvernement chinois tenterait, nous dit ce texte, de "briser tout ce que la Chine compte d'intellectuels critiques". Ce n'est pas l'image que m'a laissé mon dernier passage dans ce pays, il y a un an. Le colloque sur le thème "Education et globalisation" auquel j'ai participé à l'université de Pékin m'a donné l'occasion de rencontrer des dizaines d'intellectuels, d'étudiants, de chercheurs et de hauts fonctionnaires du gouvernement, qui jetaient un regard lucide et assurément critique sur les risques de "marchandisation" de l'enseignement supérieur en Chine.

Le gouvernement chinois pratiquerait, dit encore le texte de l'appel, une "urbanisation sauvage dirigée contre les populations" et accélérerait la "destruction de quartiers populaires et de sites historiques". Les auteurs de ce document doivent n'avoir jamais mis les pieds dans un pays du tiers-monde pour affirmer cela, du fond de leur douillet salon parisien ! La Chine a un revenu par habitant de l'ordre de 3500 \$ par habitant. Elle tente de sortir de ce sous-développement, au prix d'une croissance déjà affolante et difficilement contrôlable, aux effets sociaux et écologiques inquiétants. Mais elle reste un pays extrêmement pauvre. Malgré les efforts du gouvernement pour freiner l'exode rural, la crise du logement est énorme à Pékin. La rénovation de tous les vieux quartiers (hutongs) est financièrement impossible et serait de toute façon insuffisante. Une partie des vieux quartiers a été préservée et est en voie de réhabilitation. Mais une autre partie, importante, est effectivement rasée et remplacée par des logements modernes. L' "intellectuel critique" occidental peut s'en offusquer, regretter la perte de ces quartiers où il aurait été bon de flâner comme touriste. Mais que propose-t-il aux Pékinois qui attendent un toit ? Et à ceux qui ont un toit (en tôle ondulée) mais pas d'eau courante, ni d'égouts, ni de gaz, ni de rues permettant le passage des bennes à ordures ? Que propose-t-il pour chauffer un hutong construit en torchis et en panneaux de bois de quelques centimètres d'épaisseur, tout en réduisant les émissions de CO2 ? Je n'affirme pas quant à moi que les tours en béton de 15 étages soient forcément la bonne solution à ce problème. Peut-être vaudrait-il mieux en revenir aux pistes des années 60 et 70, qui réglementaient strictement les mouvements de

populations. Mais gageons que là encore on entendrait les cris indignés de ceux qui n'envisagent les droits de l'homme qu'à travers la lunette déformante de leur propre condition sociale privilégiée. Ayons la modestie de ne pas juger à la légère de situations dont nous ne mesurons ni la complexité ni les enjeux.

Le texte évoque bien évidemment la "colonisation" du Tibet, allant jusqu'à prétendre qu'elle "prend une tournure de génocide". C'est un peu comme si la France était accusée d'avoir colonisé la Savoie, la Vendée, la Bretagne et l'Alsace. Rappelons d'abord que le Tibet a très longtemps fait partie de l'Empire du Milieu, jusqu'en 1911. Cette année-là, quand la Chine s'est libérée de la domination féodale Mandchoue, la caste dirigeante autocratique des moines et des seigneurs féodaux tibétains a unilatéralement proclamé l'indépendance du Tibet. Ceci fut réalisé avec l'aide et à l'instigation des Britanniques qui avaient déjà par trois fois tenté d'envahir la région à partir de l'Inde et qui voyaient (à juste titre) dans la révolution démocratique bourgeoise de 1911 une menace contre leurs intérêts économiques en Chine. Ces territoires sont ainsi restés à l'état féodal jusqu'à leur libération par les troupes communistes en 1951. Rappelons encore que durant la deuxième guerre mondiale, les autorités locales tibétaines, bien qu'officiellement neutres, ont objectivement soutenu l'axe Berlin-Tokyo en empêchant l'approvisionnement des armées chinoises par la route, à partir de l'Inde. Rappelons enfin que le Tibet d'avant 1951 n'avait rien du paradis que se plaisent à nous dépeindre certains adeptes des sectes bouddhistes. C'était un pays féodal, pratiquant le servage et même l'esclavage à grande échelle. Une minorité de propriétaires de serfs — nobles, autorités locales et chefs de monastères — possédait toute la terre et les forêts ainsi que la majeure partie du bétail. Quelques 200 à 300 familles dominaient le Tibet. Au sommet, le Dalai Lama, grand propriétaire, chef religieux et chef politique auto-proclamé. Sans doute y a-t-il aujourd'hui une partie de la population tibétaine qui souhaite davantage d'autonomie, voire l'indépendance. Sans doute font-ils l'objet de mesures de répression de la part du gouvernement chinois. Mais il n'y a assurément aucun "génocide" ni rien qui y ressemble. Galvauder ainsi ce terme me semble indigne d'un intellectuel. Je me suis toujours interdit de parler de "génocide du peuple palestinien", ou de "génocide du peuple irakien". En revanche, il y a bien eu génocide du peuple Apache, voici à peine plus de cent ans, pas très loin de Los Angeles, ce qui n'a empêché personne d'y participer aux Jeux Olympiques...

J'ose à peine m'attarder sur le passage du texte où l'on affirme que "la Chine a des visées de conquête sur Taïwan" et où l'on évoque son "offensive diplomatico-guerrière à l'encontre du Japon". Taïwan est un territoire chinois contrôlé par un régime fantoche qui n'est reconnu par quasiment aucun Etat ou gouvernement et qui ne doit son existence qu'à des décennies d'appui militaire, économique et politique de la part des Etats Unis. La revendication chinoise sur ce territoire est parfaitement légitime et on ne peut que louer la retenue extrême dont a fait preuve le gouvernement chinois dans cette question durant les soixante dernières années. Quant au Japon, faut-il encore rappeler que ce pays ne s'est jamais acquitté de sa dette envers la Chine ? Six millions de civils chinois ont été massacrés durant la Deuxième Guerre Mondiale et quatre millions de soldats nationalistes ou de miliciens communistes chinois sont morts pour libérer leur pays de l'occupation fasciste japonaise. Pour ces faits, le gouvernement japonais n'a jamais versé le moindre dédommagement, n'a jamais présenté la moindre excuse sérieuse. Le regain de tension entre les deux pays est précisément lié, comme vous le savez, au révisionnisme flagrant des livres d'histoire utilisés au Japon. Que dirions nous si le gouvernement allemand décidait de rayer l'holocauste des manuels d'histoire ?

Enfin, pour faire bonne mesure, on nous dit que la Chine encouragerait le “dopage” à grande échelle chez ses sportifs. J’ignore si cela est vrai. Mais je n’ai pas le souvenir d’avoir vu dernièrement une pétition contre le Tour de France...

Le plus important n’est évidemment pas là. Le texte de l’Appel au Boycott des Jeux Olympiques de Pékin n’est pas seulement un document truffé de contre-vérités flagrantes. Il participe surtout d’une stratégie idéologique visant à présenter la République Populaire de Chine comme le plus grand ennemi de l’humanité, un “régime totalitaire et esclavagiste”, qui “développe une géopolitique d’agressions” et s’engage dans “une course aux armements (contre) le reste du monde” ! Comment ne pas voir par qui ces mots-là ont été écrits et qui ils devraient légitimement désigner ? La dictature économique du grand capital, qui ravage la planète, qui brise les chances de développement des pays les plus pauvres, qui plonge des millions d’enfants dans la malnutrition, l’analphabétisme, la maladie, la prostitution.

Quoi que l’on pense des institutions chinoises, l’honnêteté intellectuelle nous force à reconnaître que chacun des citoyens de ce pays, fut-il tibétain, a bien davantage de pouvoir démocratique pour peser sur son gouvernement que n’en ont les populations du monde pour peser sur les multinationales industrielles ou financières occidentales. Quoi que l’on pense des tours et détours de la politique du Parti Communiste chinois, force est de reconnaître qu’il a su faire passer un milliard d’hommes de la misère totale et de l’analphabétisme à l’accès généralisé aux soins de santé, à une alimentation stable et à un niveau d’enseignement sans comparaison avec celui d’autres pays du tiers-monde (excepté Cuba sans doute). Et il l’a fait sans se soumettre aux ordres des puissances occidentales et de leurs institutions. Voilà sans doute ce que les ennemis de la Chine ne peuvent lui pardonner.

Excusez moi de vous le dire avec tant de franchise, mais le texte que vous avez accepté de signer aurait dû vous chatouiller le nez. Il sent la sueur et l’alcool des casernes de l’Oncle Sam. Celui-ci a bien compris que seule la Chine a désormais la capacité militaire, économique et politique de prendre la tête des forces qui veulent encore s’opposer à son hégémonie. Voilà pourquoi le gendarme du véritable “régime totalitaire et esclavagiste” qu’est le capitalisme mondial, “développe une géopolitique d’agressions” et s’est engagé depuis longtemps dans “une course aux armements (contre) le reste du monde” !

J’avouerai encore que je n’aime guère le tournant que prend la Chine sur le plan social et économique; que j’exècre la peine de mort; que j’ai en horreur le sport-spectacle, cette machine à sous et à propagande. Mais dans la guerre que les assoiffés de profit mènent contre les peuples assoiffés d’eau, de nourriture, d’air pur, de culture et de paix, je pense que nous ne pouvons pas hésiter à choisir notre camp. Et au moment où, par la grâce de Sarkozy et de Kouchner, la politique extérieure de la France devient la risée du monde, j’attendais, je vous l’avoue, plus de discernement et d’esprit critique dans le chef des intellectuels français progressistes qui me tiennent à coeur.

Nico Hirtt : Membre fondateur de l’Appel pour une école démocratique (Belgique)

La source originale de cet article est [Michel Collon info](#)

Copyright © [Nico Hirtt](#), [Michel Collon info](#), 2008

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)